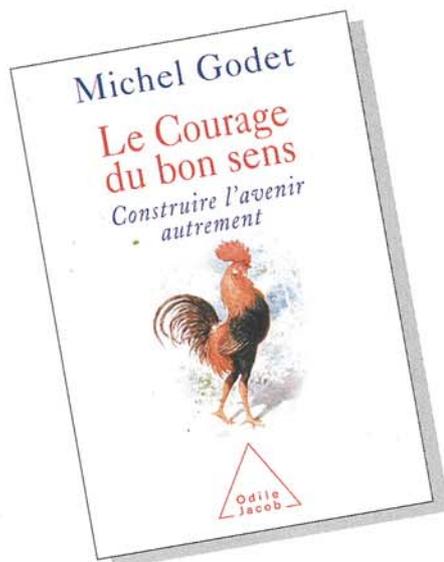


# LE COURAGE DU BON SENS POUR CONSTRUIRE L'AVENIR AUTREMENT



Michel GODET

est Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, titulaire de la Chaire de Prospective Industrielle.\*  
Par Michel Godet, Editions Odile Jacob  
Janvier 2007



*Ce livre milite pour que le courage et les réformes de bon sens l'emportent sur la démagogie participative à l'occasion des prochaines élections. Les vraies questions dérangent et les décisions à prendre sont rarement consensuelles. Le monde change, nous devons changer aussi.*

Honte, colère et espoir ; tels sont les trois premiers mots qui ont jailli de ma plume lorsque j'ai commencé à écrire **Le Courage du bon sens** (dont manquent singulièrement nos dirigeants) en toute liberté et sans concession à la langue de bois. Le diagnostic, sévère pour la France, est optimiste pour son environnement et ouvert sur l'avenir. Le monde vit une extraordinaire Belle Époque avec une croissance sans précédent. historique : la croissance du PIB se situe en moyenne depuis cinq ans à plus de 7% par an pour les pays en développement. Seule ou presque parmi les pays développés, la France piétine et se languit. L'exception française, c'est le rejet de la mondialisation et la défiance vis-à-vis de l'économie de marché, c'est aussi le refus de changer un modèle social dépassé, qui se maintient avec des expédients au détriment de l'avenir, et encourage les cigales plutôt que les fourmis.

Ce livre apporte une bonne nouvelle : le mal est en nous, le salut aussi ! Avec un peu de courage et un minimum de bon sens, il est possible de construire l'avenir autrement qu'en prenant dans la poche de nos enfants en laissant filer la dette publique : chaque enfant qui naît aura l'équivalent de 120.000 euros

à rembourser lorsqu'il sera actif au titre des engagements des générations précédentes. Les générations du baby-boom se sont comportées de manière irresponsable en vivant au dessus de leurs moyens et à crédit sur le dos des générations futures. Un tel développement n'est pas durable.

L'ouvrage est organisé en sept chapitres où je m'attache à répondre aux questions générales que chacun d'entre nous se pose régulièrement : Comment expliquer le manque de courage des élites ? Comment peut-on être à la fois libéral et social ? Faut-il avoir peur de la mondialisation et de ses conséquences pour l'industrie et l'emploi ? Faut-il supprimer la Politique Agricole Commune ? Va-t-on manquer d'énergie ? Les réponses passées au crible du bon sens et de l'analyse des faits montrent que la plupart des idées reçues s'avèrent non fondées : la mondialisation n'est pas coupable, le principe de précaution peut être dangereux, la planète surabonde de pétrole cher...

Depuis 25 ans notre croissance économique par habitant est systématiquement plus faible que la moyenne européenne (un point de moins que celle des Anglais qui nous ont rattrapés et même dépassés). La raison : on ne travaille pas assez ! Trois semaines de moins par habitant que la moyenne européenne, six semaines de moins que les Etats-Unis. Ce n'est pas en ramant moins que l'on avance plus vite. Si les Français travaillaient autant que les Américains, ils auraient 8000 euros de plus de grain à moudre par

## Les sept propositions prioritaires

- 1) *Instaurer dans la Constitution le « droit des générations futures » au rang des Droits de l'homme et du citoyen (Saint-Etienne, 2001), afin qu'il soit interdit de faire naître une obligation pour les générations futures sans la financer par des ressources existantes ou par un capital investi par la génération qui en décide, capital dont les revenus seraient affectés à financer les dépenses à venir ;*
- 2) *Réveiller les projets dormants pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands dans les petites entreprises à un coût deux fois plus faible que la plupart des dispositifs publics de soutien à l'emploi ;*
- 3) *Rendre les heures supplémentaires non imposables pour encourager l'activité des fourmis dont les cigales ont besoin pour vivre ;*
- 4) *Corriger les inégalités face à la mort, en tenant compte de l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles ;*
- 5) *Imposer trois ans d'expérience professionnelle privée pour pouvoir se présenter à un concours de la fonction publique à tous les niveaux et faciliter l'entrée et la sortie de la fonction publique à tout âge ;*
- 6) *Fermer les établissements scolaires qui sont en perte de vitesse et réaffecter les moyens correspondants à ceux qui fonctionnent normalement et souhaitent accueillir plus d'élèves. Ce qui revient à subventionner progressivement la demande éducative (ticket éducation) et, par conséquent, à supprimer la carte scolaire ;*
- 7) *Respecter le préambule de la Constitution selon lequel le citoyen doit payer l'impôt en fonction de sa capacité contributive. Or, celle-ci diminue avec la taille de la famille. Nous proposons donc d'instaurer un quotient familial dans le calcul de la CSG afin d'éviter que les familles avec enfants ne payent deux fois plus de CSG que d'impôt sur le revenu. Cette « familialisation » permettrait de lutter contre la paupérisation des familles avec enfants.*

habitant et par an !

Les Français ont tort d'avoir peur : de l'avenir, l'espérance de vie n'a jamais été aussi élevée (44 ans de plus qu'il y a un siècle) et elle ne cesse d'augmenter, et le vieillissement est aussi une bonne nouvelle car nous sommes jeunes de plus en plus vieux.

Ce livre montre aussi que la tectonique démographique va bouleverser les cartes du monde et entraîner d'importants flux migratoires dans toute l'Europe y compris en France. Il aborde aussi des questions plus pointues sur la croissance, notre modèle social et notre système éducatif : Comment expliquer les écarts de croissance entre l'Europe et les États-Unis ? Faut-il être fier de notre productivité élevée ? Combien coûtent les 35 heures ? Qui en profite ? Comment sortir du chômage ? Comment expliquer la baisse du chômage depuis la mi-2005 ? Comment changer la grève dans les services publics ? Quelles sont les inégalités les plus fortes : les revenus ou les statuts ? La pauvreté augmente-t-elle vraiment ? Est-elle la conséquence des inégalités ? Comment l'école de la République renforce-t-elle les inégalités ? Quelles

formations pour quels emplois demain ?

Au-delà du diagnostic à contre courant de bien des idées reçues, j'avance depuis des années des dizaines de propositions concrètes dont sept prioritaires pour faire avancer le mammoth éducatif, sortir par le haut des 35 heures (en rendant les heures supplémentaires non imposables, cette proposition a déjà été reprise par l'un des candidats à l'élection présidentielle) ou pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands. En effet, un changement décisif permettrait de réveiller les projets dormants dans les 2,3 millions d'entreprises de moins de 20 personnes (96% du total des entreprises et 40% de l'emploi marchand du pays). Le coût par emploi marchand créé dans les dispositifs de réveil des projets dormants (6000 à 10.000 euros) est deux à trois fois plus faible que les dispositifs publics d'insertion des jeunes (20.000 à 30.000 euros par an). Enfin, il faudra bien assurer la pérennité des solidarités intergénérationnelles en évitant la paupérisation des familles.

Les familles avec enfants représentent

le tiers des ménages, 54% de la population, mais elles ne reçoivent que 43% des revenus nets après impôts et transferts. Ce sont les enfants d'aujourd'hui qui paieront les retraites de demain. Il faut donc permettre aux femmes d'avoir les enfants qu'elles désirent tout en travaillant si elles le souhaitent. Or, chez nous, une femme sur deux qui veut un enfant de plus, y renonce pour des raisons économiques : l'arrivée d'un enfant baisse le niveau de vie de 10% ! Le principal facteur explicatif de la paupérisation des familles réside dans la CSG dont le montant dépasse maintenant l'impôt sur le revenu d'environ 30%. Elle ne tient pas compte ni de la taille des familles ni de leur capacité contributive : les familles nombreuses comme les familles monoparentales ont une contribution à la CSG, en proportion comme en valeur absolue, deux fois plus importante que pour l'impôt sur le revenu. C'est la raison pour laquelle, nous proposons de familialiser la CSG en instaurant un bonus par enfant (l'Allemagne a instauré un malus pour les ménages sans enfants !). Hélas la réforme de l'impôt annoncée pour 2007 ne tient absolument pas compte de ce constat. C'est pourtant la survie de notre modèle social de solidarités intergénérationnelles qui est en jeu.

Il n'est de richesses que d'hommes, éduqués, épanouis, dans une société de confiance et de projets. La société de projets se situe à l'opposé d'un projet de société, imposé d'en haut ; elle s'appuie sur la confiance et la liberté, qui permettent le développement de mille et une initiatives individuelles et collectives, autant de ruisseaux qui viendront grossir le fleuve du changement global espéré. ■

\* Michel GODET est aussi membre élu de l'Académie des Technologies et du Conseil d'Analyse économique. Son précédent ouvrage, *Le Choc de 2006*, a reçu en 2003 le prix du livre d'Economie et s'est vendu à plus de 45.000 exemplaires. En 2003, il créait le Cercle des Entrepreneurs du Futur ([www.lapropective.fr](http://www.lapropective.fr) rubrique Cercle).